*Projet de Loi sur le Financement de la Sécurité Sociale

Union Syndicale Départementale SANTE et ACTION SOCIALE CGT 06
34 Bd Jean Jaurès 06300 NICE
04 93 92 37 86 – **cgtsantesocial06@gmail.com**

DEBAT PARLEMENTAIRE SUR LE PLFSS* 2020

C'EST LE MOMENT D'OBTENIR LE FINANCEMENT DE NOS REVENDICATIONS

Jeudi 14 novembre 2019

2 APPELS A LA MOBILISATION

DU SECTEUR SANITAIRE, SOCIAL ET MEDICO SOCIAL

En grève depuis mars dernier, le mouvement des services d'urgence a démontré que, même dans un contexte soi-disant contraint, **la lutte paie.** Ce sont maintenant les personnels d'imagerie des hôpitaux, les infirmie-res de bloc opératoire qui s'inscrivent aussi dans la lutte. On peut aussi parler de la mobilisation des pompiers qui montre aussi certaines défaillances du système sanitaire.

Sous effectifs, manque de lits et de structures, bas salaires : on constate une multiplication des conflits et des luttes menées dans nos établissements. Hôpitaux, EHPAD, services de protection de l'enfance, IME, tous les jours une nouvelle lutte est recensée depuis le mois de septembre rien que dans notre secteur d'activités.

Les mobilisations en cours appellent à l'élargissement et à la convergence des salarié.es du secteur sanitaire, social et médico-social qui portent des **revendications partagées et doivent être gagnées pour tous.**

Les organisations syndicales CFE- CGC, CFDT, CGT, FO, SUD, AMUF, le collectif Inter Urgences, le printemps de la Psychiatrie et la Coordination Nationale de Défense des Maternités et des Hôpitaux de Proximités, réunis mardi 25 septembre 2019 à Montreuil, appellent à la mobilisation des salarié.e.s et des usager.e.s pour défendre notre système de Santé et d'Action Sociale le 14 novembre 2019.

RENDEZ VOUS A :

- **10h30 Hôpital de l'Archet**
- **13h30 Place GARIBALDI**

Il y a urgence à défendre notre système de Santé et d'action Sociale et les missions de services publics pour les salarié.es,les usager.es

Tous les parlementaires (député-es et sénateurs-trices) du territoire ont été interpellé pour leur demander de soutenir l'exigence d'un minimum d'augmentation de 5% du PLFSS et de voter contre si cette exigence n'était pas prise en compte.

Aujourd'hui existe un profond malaise lié à une politique catastrophique de Santé et d'Action sociale qui ne prend plus « à bras le corps » l'ensemble des problématiques rencontrées par les personnels médicaux, non médicaux, ouvriers, administratifs, ainsi que par les usager.es.

Des solutions existent mais seule notre mobilisation pourra changer la donne.

Loin de prendre en compte les problèmes de sous financement que connaissent nos établissements, ce sont **8,4 milliards d'économies** (+800 millions par rapport à l'année dernière) que le gouvernement veut imposer aux **hôpitaux et aux foyers de l'enfance** dans le PLFSS 2020.

Concrètement, c'est la **fermeture de 100.000 lits,** de **95 services d'urgences** et la **disparition de la moitié des maternités** sur le territoire **en 20 ans !**

Dans le secteur médico-social **(handicap, personnes âgées)** seulement 0,6% d'augmentation prévue alors que le secteur est sinistré et qu'avec la destruction du secteur sanitaire un glissement des prises en charge s'opère du sanitaire vers le médico-social.

EXIGEONS

- ➔ Le recrutement de professionnel.les supplémentaires immédiatement et plan de formation pluridisciplinaire.
- ➔ Une revalorisation générale des salaires de 300 euro minimum pour tous et reconnaissance des qualifications des professionnel.les
- ➔ Le renforcement des moyens financiers significativement pour les établissements, ce qui passe par une revalorisation de l'ONDAM à au moins 5% et donc de la Loi concernant le Plan de Finances de la Sécurité Sociale
- ➔ L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits.
- ➔ De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de prise en charge pour la population sur tout le territoire.
- ➔ La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers.

Devant la gravité de la situation de dégradation des conditions de travail des professionnel-les et de la qualité de prise en charge de la population dans les établissements de la Santé et de l'Action Sociale, nous exigeons d'être reçu·e·s par le Président et le Premier Ministre pour engager des négociations en urgence.

Des solutions de financements existent : arrêt des exonérations de cotisations patronales, suppression de la taxe sur les salaires demandées aux hôpitaux et pas aux établissements privés (4 milliards à récupérer), développement de l'emploi, hausse des salaires, contribution sociale des revenus financiers des entreprises.